



2025 DISTINGUISHED STUDENT WORK

ENTRE L'OURS ET LE DRAGON : L'ASIE CENTRALE FACE À LA
DUALITÉ RUSSO-CHINOISE

Emma DUPOUX
GRANDE ECOLE / MASTER IN MANAGEMENT

Under the supervision of: Philippe Le Corre, Professor of Geopolitics and Asian Studies at ESSEC
Course : Géo-économie de l'Asie-Pacifique

Entre l'ours et le dragon : l'Asie centrale face à la dualité russo-chinoise

Emma Dupoux

Ce travail propose une analyse des dynamiques d'influence exercées par la Russie et la Chine sur les cinq États d'Asie centrale (le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan) ainsi que des stratégies d'autonomisation développées par ces derniers.

L'étude met en évidence la complexité des rapports de force au sein de cette région charnière, historiquement intégrée à la sphère d'influence russe mais désormais au centre d'une recomposition géoéconomique portée par l'essor chinois. Si la Russie conserve une influence prépondérante, héritée de la période soviétique et fondée sur des liens linguistiques, culturels, économiques et sécuritaires, cette prééminence s'érode progressivement sous l'effet conjugué de la guerre en Ukraine et de la volonté d'émancipation croissante des États centraasiatiques.

En parallèle, la Chine renforce méthodiquement sa présence régionale depuis les années 1990, principalement à travers des investissements économiques et infrastructuraux dans le cadre de la *Belt and Road Initiative*. Son influence s'étend également aux sphères culturelle et sécuritaire, traduisant une approche globale de pénétration régionale. Plutôt qu'une rivalité frontale, une cohabitation pragmatique sino-russe semble se dessiner, où Moscou conserve l'ascendant sur les domaines politique et militaire, tandis que Pékin domine le champ économique.

Face à cette double influence, les États d'Asie centrale adoptent des politiques étrangères souvent multivectorielles, cherchant à diversifier leurs partenariats et à affirmer leur souveraineté stratégique. Cette tendance s'accompagne aussi d'une ouverture croissante à d'autres acteurs régionaux, notamment à la Turquie, à l'Iran, et aux pays du Golfe, ainsi qu'envers certaines puissances occidentales. En effet, l'Union européenne, et plus particulièrement la France, s'efforcent de se positionner comme des partenaires alternatifs, misant sur la coopération économique, dans une logique de stabilité et de développement durable.

Ce travail conclut que l'Asie centrale n'est plus un simple espace d'influence, mais un acteur géopolitique à part entière, capable de tirer parti des interdépendances entre grandes puissances pour renforcer son autonomie. Dans un contexte mondial de fragmentation et de multipolarité, la région illustre la transition d'une logique de domination à une diplomatie d'équilibre, où la stabilité et la diversification des partenaires deviennent les clés de la puissance.

Carrefour de civilisations et mosaïque d'identités au cœur du continent eurasiatique, l'Asie centrale fait aujourd'hui l'objet d'une attention renouvelée. Coincée entre deux grandes puissances que tout oppose autant que tout rapproche, la Russie et la Chine, cette région, longtemps reléguée aux marges de la géopolitique mondiale, redevient un espace de projection prioritaire. Moscou y conserve une influence profonde, fruit d'un passé soviétique commun, d'interdépendances économiques et d'une architecture sécuritaire établie tandis que Pékin, de son côté, y avance avec méthode, consolidant sa présence à travers les infrastructures et une diplomatie patiente mais ambitieuse.

Dans ce contexte, une interrogation centrale se pose : la présence croissante de la Chine en Asie centrale redessine-t-elle les équilibres traditionnels au détriment de la Russie, ou assiste-t-on à la mise en place d'un partage tacite des rôles entre les deux puissances ? Et dans ce jeu d'influences croisées, quelle place reste-t-il pour l'initiative des États centraasiatiques eux-mêmes ?

Pour éclairer cette dynamique, ce travail s'articulera en trois temps. Nous analyserons d'abord les continuités historiques et les formes contemporaines de l'influence russe dans la région, puis nous reviendrons sur la montée en puissance chinoise, en interrogeant ses dimensions économiques, sécuritaires et culturelles. Enfin, nous élargirons la perspective en examinant l'émergence de nouvelles influences concurrentes et les stratégies d'autonomisation mises en œuvre par les États centraasiatiques pour refuser le statut d'arrière-cour.

Une Asie centrale plurielle et stratégique

Des trajectoires divergentes mais interconnectées

Trop souvent reléguée aux confins de la scène géopolitique mondiale, l'Asie centrale constitue pourtant un espace stratégique de premier ordre, à la fois par sa position charnière entre puissances continentales, et par la richesse des dynamiques internes qui la traversent. Peuplée d'environ soixante-dix millions d'habitants et s'étendant sur plus de quatre millions de kilomètres carrés, cette région regroupe cinq États - le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan - qui, bien que récents sur la scène internationale en tant qu'entités indépendantes depuis la dissolution de l'Union soviétique en 1991, n'en possèdent pas moins des trajectoires politiques, économiques et culturelles distinctes. Si un passé soviétique commun les relie, c'est moins dans l'uniformité que dans la complexité de leur héritage qu'il convient de les aborder.

Le Kazakhstan, tout d'abord, s'impose par sa démesure territoriale : il couvre à lui seul près des deux tiers¹ de l'Asie centrale et représente plus de la moitié des terres perdues par l'URSS à sa dislocation². Ce vaste territoire, peu densément peuplé (environ 19 millions d'habitants), concentre néanmoins 60 % du produit intérieur brut de l'Asie centrale, principalement en raison de son immense richesse minérale et énergétique. Le Kazakhstan, qui est d'ailleurs la nation enclavée la plus vaste du monde, dispose de sous-sols parmi les plus stratégiques de la planète, en étant par exemple le premier producteur mondial d'uranium (43 % de la production globale), ce qui en fait un acteur incontournable dans les équilibres énergétiques contemporains.

L'Ouzbékistan, quant à lui, constitue le cœur géographique et humain de la région. Frontaliers des quatre autres États centraasiatiques, les 35 millions d'Ouzbeks représentent à eux seuls la moitié de la population régionale. Bien que longtemps fermé sur le plan politique et gouverné d'une main autoritaire, le pays connaît, depuis la transition amorcée en 2016, une ouverture progressive à la fois économique et diplomatique, qui laisse entrevoir une volonté de repositionnement stratégique plus affirmée dans l'espace régional et au-delà.

À l'autre extrémité de l'échelle socio-économique, le Kirghizistan et le Tadjikistan partagent une réalité plus fragile, marquée par une pauvreté structurelle et un sous-développement chronique. Au Kirghizistan près d'un quart de la population vit sous le seuil de pauvreté³, taux qui atteint même 29% au Tadjikistan⁴. Cette vulnérabilité s'explique en grande partie par l'absence de ressources naturelles exploitables à grande échelle, notamment dans le domaine énergétique, qui prive ces nations des leviers de croissance dont bénéficient leurs voisins, mieux dotés en hydrocarbures et en minéraux.

Le Turkménistan, enfin, représente une singularité dans ce paysage fragmenté. S'il dispose, comme le Kazakhstan, de vastes réserves d'hydrocarbures, en particulier de gaz naturel, il demeure en revanche largement replié sur lui-même, adoptant une posture d'isolement stratégique qui découle tant de la nature autarcique de son régime que de ses préoccupations sécuritaires, notamment en lien avec la porosité de sa frontière avec l'Afghanistan.

¹Les Nouvelles routes de la soie en Asie centrale dans la stratégie géoéconomique chinoise (2024), Géoconfluences

²Le Kazakhstan, coincé entre l'ours russe et le dragon chinois (2023), Le Devoir

³[Нищета расцвет. Каждая четвертая семья в Киргизстане живет за чертой бедности](#) (2021), 24kg

⁴[Tadjikistan](#), Geres

Au-delà de ces trajectoires nationales spécifiques, des cadres institutionnels régionaux ont vu le jour, témoignant à la fois d'une volonté d'intégration partielle et de la compétition d'influences qui s'y exerce. Trois ensembles principaux structurent aujourd'hui la coopération régionale. Le plus ancien est l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), fondée en 2001 sous l'impulsion de la Chine, en continuité avec le « groupe de Shanghai » créé quelques années plus tôt. Si l'OCS visait initialement stabiliser les frontières et à lutter contre les menaces transnationales telles que définies par Pékin, elle s'est peu à peu élargie, accueillant notamment l'Inde, la Russie et, plus récemment, l'Iran (depuis 2021), devenant ainsi une plateforme multilatérale contestant l'hégémonie occidentale dans les relations internationales. Tous les États d'Asie centrale en sont membres, à l'exception notable du Turkménistan, fidèle à sa neutralité autoproclamée.

En parallèle, la Russie a déployé ses propres instruments de coopération, visant à maintenir son influence dans ce qu'elle considère comme son « étranger proche ». L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), créée en 2002, incarne cette logique sécuritaire régionale : le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan en sont membres actifs, tandis que l'Ouzbékistan s'en est progressivement désengagé, et que le Turkménistan n'y a jamais adhéré. Sur le plan économique, l'Union économique eurasiatique (UEEA), lancée en 2014 sous l'égide de Moscou, a pour ambition de promouvoir une intégration régionale plus poussée entre ses membres, parmi lesquels figurent le Kazakhstan et le Kirghizistan. Toutefois, en dépit de cette ambition affichée, les flux commerciaux intra-UEEA restent nettement inférieurs aux échanges que ces pays entretiennent avec leurs partenaires extérieurs⁵, révélant ainsi les limites d'un projet davantage politique qu'économique dans ses effets concrets.

Des pays qui furent traditionnellement la chasse gardée de la Russie : une proximité culturelle, économique et sécuritaire persistante

Dans le prolongement direct de leur appartenance commune à l'Union soviétique, les États d'Asie centrale entretiennent avec la Russie des liens d'une densité singulière, à la fois hérités de l'histoire et entretenus par des dynamiques contemporaines. Cette proximité se manifeste à plusieurs niveaux qui, bien que différenciés selon les pays, tissent un ensemble de dépendances réciproques, difficilement effaçables.

Sur le plan culturel d'abord, l'influence russe reste fortement ancrée ; le russe continue d'être une langue véhiculaire dans toute la région, parlée non seulement par les élites mais également par une partie significative des populations urbaines. Il reste la langue de l'administration dans plusieurs secteurs, de l'enseignement supérieur, de certains médias, et des échanges commerciaux. À cela s'ajoute la large diffusion des chaînes de télévision et des programmes radiophoniques en langue russe, contribuant à entretenir une sphère d'influence culturelle continue. Fait plus symbolique encore, les cinq États centrasiatiques ont conservé, à l'exception du Turkménistan, l'usage de l'alphabet cyrillique, signe d'une continuité scripturale aux implications identitaires profondes (l'Ouzbékistan utilise partiellement l'alphabet latin depuis 1993).

Cette proximité s'étend à l'économie, où les structures héritées du soviétisme continuent d'orienter les interdépendances régionales.

⁵ [Дружба за влияние. Как Россия и Китай уживаются в Центральной Азии](#) (2024), Carnegie Russia Eurasia Center

En effet, les infrastructures ferroviaires, toujours en grande partie issues de l'époque soviétique, relient étroitement les capitales centrasiatiques aux grands pôles industriels russes. Les flux commerciaux, bien que moins intenses qu'autrefois, demeurent soutenus, en particulier avec le Kazakhstan, principal partenaire de Moscou dans la région en raison de sa taille économique et de sa position géographique frontalière.

Les remises de fonds constituent une autre forme tangible de cette interdépendance économique : au Kirghizistan et au Tadjikistan, les transferts de devises effectués par les travailleurs expatriés installés en Russie représentent près du tiers du produit intérieur brut⁶, rendant ces économies extrêmement sensibles aux fluctuations du marché du travail russe et aux aléas diplomatiques entre Moscou et ses voisins. La dépendance est d'autant plus marquée que les flux de denrées alimentaires russes - céréales, sucre, huiles par exemple - jouent un rôle crucial dans l'approvisionnement local ; ainsi, les interdictions temporaires d'exportations imposées par Moscou ont provoqué des épisodes de pénurie notables au Kirghizistan et au Kazakhstan⁷.

Par ailleurs, les sanctions imposées à la Russie en réponse à la guerre en Ukraine ont eu des répercussions directes sur la stabilité macroéconomique de la région. En effet, l'année 2022 a été particulièrement marquée par une inflation généralisée : 19,8 % au Kazakhstan, 16,7 % au Kirghizistan, 13,8 % en Ouzbékistan, 11,2 % au Turkménistan et 6 % au Tadjikistan⁸. Cette propagation rapide des tensions économiques atteste de la forte corrélation entre les taux de change de ces pays et celui du rouble⁹, révélant la porosité financière de l'Asie centrale vis-à-vis des turbulences russes.

À cela s'ajoute un niveau de dépendance logistique stratégique : près de 80 % des exportations de pétrole kazakh transitent par le Kazakhstan Caspian Pipeline Consortium, dont le principal tronçon traverse le territoire russe - un pipeline dont Moscou détient d'ailleurs une part significative (31 %), conférant à la Russie un levier d'influence indirect mais puissant. D'un point de vue bilatéral, les relations financières reflètent également une forme d'asymétrie maîtrisée : selon les données du premier semestre 2023, les dettes contractées par les pays centrasiatiques envers la Russie atteignaient 14,3 milliards de dollars (contre 15,7 milliards vis-à-vis de la Chine). On observe ici une logique différenciée : Moscou concentre ses efforts de prêts vers le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, tandis que la Chine devient le principal créancier du Kirghizistan et du Tadjikistan, où sa part dans la dette extérieure approche les 40%¹⁰. Enfin, les entreprises russes non étatiques, c'est-à-dire de la grande distribution à la restauration, en passant par les banques et les entreprises technologiques, se sont engouffrées sur les marchés centrasiatiques¹¹ dans le sillage des sanctions, tirant profit de leur familiarité culturelle et logistique avec ces espaces. En 2023, sur environ 70 000 entreprises à capitaux étrangers enregistrées dans la région, 36 % étaient russes, un chiffre qui surclasse très largement la présence chinoise (8 %), bien que cette dernière se concentre davantage autour de grands conglomérats d'État.¹² La dernière dimension, et non des moindres, de la proximité entre Moscou et les capitales centrasiatiques réside dans le champ sécuritaire. Là encore, l'héritage soviétique joue un rôle central : les structures militaires et policières de la région sont, pour la plupart, les héritières directes d'un appareil sécuritaire unifié durant l'ère soviétique.

⁶ *La Russie, hégémon indétrônable de l'Asie centrale ? (2022)*, Areion 24 News

⁷ *Серьезная нехватка в Казахстане и Кыргызстане*, 24kg

⁸ Inflation, GDP deflator, **World Bank**

⁹ [Google finance](#)

¹⁰ *Дружба за влияние. Как Россия и Китай уживаются в Центральной Азии (2024)*, Carnegie Russia Eurasia Center

¹¹ *Плюсы: какие иностранные компании вышли на рынок Узбекистана в 2022 году* (2022), Spot

¹² *Дружба за влияние. Как Россия и Китай уживаются в Центральной Азии (2024)*, Carnegie Russia Eurasia Center

Ce passé commun donne à la Russie une compréhension fine des mécanismes décisionnels de ses partenaires, mais également un accès privilégié aux réseaux de pouvoir, en particulier grâce à la présence encore active d'individus formés selon les normes soviétiques au sein des hiérarchies militaires et des services de sécurité.

Sur le plan institutionnel, la Russie est aujourd'hui la seule puissance à disposer d'une base juridique multilatérale lui permettant d'intervenir, si nécessaire, dans les affaires sécuritaires internes des États membres de l'OTSC¹³. Le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan appartiennent à cette organisation, qui s'est illustrée de manière spectaculaire lors de la crise de janvier 2022 au Kazakhstan : à la suite de manifestations massives, des troupes de l'OTSC furent déployées à la demande du président kazakh, démontrant la capacité de Moscou à agir promptement et légitimement dans un cadre multilatéral. Bien que l'Ouzbékistan ait suspendu sa participation à l'OTSC depuis 2012, et que le Turkménistan ne l'ait jamais rejointe, les traités bilatéraux qu'ils entretiennent avec la Russie leur permettent également, en cas de besoin, de solliciter une assistance militaire ou politique.¹⁴

À cette légitimité institutionnelle s'ajoute une présence militaire physique significative. La Russie dispose de bases et d'installations stratégiques dans plusieurs pays : la plus importante est la 201^e base militaire au Tadjikistan, qui constitue la plus vaste installation étrangère terrestre russe¹⁵, avec un contingent oscillant entre six et sept mille soldats. Dans ce même pays, près de Nurek, la Russie opère également son seul système de surveillance spatiale hors de ses frontières, consolidant son réseau d'observation stratégique.

Au Kirghizistan, la présence militaire russe est incarnée par la base aérienne de Kant, dont le vingtième anniversaire a été célébré en 2023 lors d'une visite officielle de Vladimir Poutine¹⁶. Cette base pilote plusieurs installations, parmi lesquelles le centre de communication navale longue distance de Chaldovar, une base d'essais d'armes anti-sous-marines à Karakol, ainsi que deux stations sismiques chargées de la surveillance des essais nucléaires à l'échelle mondiale.

Le Kazakhstan, quant à lui, héberge une infrastructure de surveillance radioélectrique chargée du suivi des missiles balistiques et objets spatiaux sur l'ensemble du territoire eurasiatique. Plus encore, Moscou y loue le cosmodrome de Baïkonour, symbole fort de la coopération spatiale russo-kazakhe, ainsi que plus de 8,6 millions d'hectares de terrains d'entraînement militaire, sur lesquels près d'un millier de soldats russes sont stationnés en permanence, ou du moins l'étaient avant l'invasion de l'Ukraine et la nécessité de rapatrier des troupes russes sur la frontière Ouest¹⁷. À cela s'ajoute une collaboration active dans le domaine nucléaire civil¹⁸, illustrant la densité et la diversité du partenariat sécuritaire entre Moscou et ses voisins du sud. Enfin, aujourd'hui encore, dans les forces de l'ordre et les corps militaires des États d'Asie centrale, les personnes qui ont grandi en URSS ou qui ont été élevées dans la culture soviétique, qui ont des liens étroits avec les forces de sécurité russes et les citoyens ordinaires, occupent toujours des postes de direction¹⁹, ce qui renforce une volonté de collaboration avec la Fédération de Russie.

¹³ *Дружба за влияние. Как Россия и Китай уживаются в Центральной Азии* (2024), Carnegie Russia Eurasia Center

¹⁴ *Договор между Республикой Узбекистан и Российской Федерацией*, LexUz

¹⁵ *Противоракетная оборона: противостояние или сотрудничество?* (2012), Carnegie Endowment for International Peace

¹⁶ *Путин и Жапаров поздравляют российскую авиабазу «Кант» с 20-летием*, AKI Press News, Youtube

¹⁷ *Военные полигоны. Сколько земли и за какую плату арендует Россия в Казахстане* (2023), Tengri News

¹⁸ *L'Asie centrale, une région si convoitée* (2021), IFRI

¹⁹ *Дружба за влияние. Как Россия и Китай уживаются в Центральной Азии* (2024), Carnegie Russia Eurasia Center

Ainsi, l'influence de la Russie en Asie centrale ne se limite pas à des souvenirs d'un passé commun. Elle se traduit par une imbrication profonde, à la fois matérielle, institutionnelle et humaine, qui confère à Moscou une capacité d'action singulière dans cette région charnière, tout en laissant entrevoir les défis que posent l'émergence de nouvelles puissances concurrentes, au premier rang desquelles figure la Chine.

L'arrivée de l'influence chinoise

Bien que l'emprise russe demeure historiquement prégnante en Asie centrale, la République populaire de Chine a, dès les premières années ayant suivi l'éclatement de l'URSS, entrepris un patient et méthodique rapprochement avec les jeunes républiques de la région. Dès 1991, Pékin réclame une redéfinition précise des quelques trois mille kilomètres de frontières communes. Ces revendications frontalières, potentiellement explosives dans un contexte de recomposition post-soviétique, sont abordées par la voie bilatérale avec le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, qui consentent, au terme de négociations étalées sur plusieurs années, à céder glaciers et zones montagneuses stratégiques. Fait notable : si ces discussions furent, dans un premier temps, entamées en coordination avec des diplomates russes, les accords finaux conclus avec Pékin se sont déroulés sans prise en compte systématique des intérêts du Kremlin, témoignant déjà d'une volonté d'autonomisation diplomatique des jeunes États centraasiatiques²⁰.

Ce processus d'affirmation chinoise trouve également un écho symbolique fort en 2013 lorsque le président Xi Jinping choisit Astana, la capitale du Kazakhstan, pour lancer son vaste projet de connectivité eurasiatique : les « nouvelles routes de la soie » (Belt and Road Initiative). Cette initiative, à la fois programme d'infrastructures et projet géoéconomique global, cristallise l'ambition chinoise de faire de l'Asie centrale un pivot logistique essentiel dans son ancrage vers l'Europe.

Une puissance avant tout économique ...

Le sommet Chine-Asie centrale de 2023, tenu à Xi'an - ancienne capitale impériale et point de départ historique des routes de la soie - ne fut pas qu'un événement diplomatique : il incarna, dans sa localisation même, la volonté chinoise de réinscrire cette région dans une matrice narrative de prospérité partagée et d'échanges millénaires.

Sur le plan commercial, la progression chinoise a été fulgurante. Dès 2008, la Chine devient le premier partenaire économique de l'Asie centrale, devançant la Russie dans plusieurs États²¹. Elle est désormais le principal investisseur au Kirghizistan, au Turkménistan et au Tadjikistan, tandis que Moscou conserve encore l'ascendant au Kazakhstan et en Ouzbékistan. Cette implantation économique répond à une logique géopolitique claire : la Chine cherche à sécuriser ses approvisionnements énergétiques et à diversifier ses sources, notamment en gaz naturel, afin de réduire sa dépendance vis-à-vis des producteurs occidentaux²².

²⁰ *Asie centrale : jusqu'où va la Chine ?* (2006), Cairn

²¹ *Дружба за влияние. Как Россия и Китай уживаются в Центральной Азии* (2024), Carnegie Russia Eurasia Center

²² La Chine va-t-elle remplacer la Russie en Asie centrale ? (2023), *Asialyst*

Le secteur énergétique constitue ainsi l'un des piliers de cette stratégie ; le Kazakhstan, qui dispose de vastes réserves off-shore, devient dès 1997 un partenaire clé avec l'ouverture de son secteur aux géants pétroliers chinois. La China National Petroleum Corporation (CNPC) y est rejoints par la Sinopec et la CNOOC, lesquelles acquièrent une majorité du capital d'Aktobemunajgaz (8 % de la production nationale de brut). Cette dynamique se consolide en 2005, lorsque la CNPC rachète PetroKazakhstan, s'assurant ainsi le contrôle de la principale raffinerie du pays. L'ouverture de l'oléoduc Atasu-Alashankou, la même année, symbolise la connexion définitive entre les gisements kazakhs et les besoins chinois²³. À cela s'ajoute l'uranium : si le Kazakhstan assure près de 43 % de la production mondiale, plus de la moitié de cette ressource est réexportée vers la Chine²⁴, qui la transforme pour répondre à ses ambitions énergétiques civiles.

Outre les hydrocarbures, la stratégie chinoise s'incarne dans des infrastructures logistiques d'envergure. Le projet du port sec de Khorgos en est l'exemple emblématique : implanté au cœur de la steppe kazakhe, ce vaste parc industriel et logistique matérialise une ambition : faire de cette zone frontalière un carrefour majeur du commerce transcontinental. Alors que Khorgos n'était, dans les années 1980, qu'un simple marché frontalier favorisant le « commerce de valise », il s'est mué, depuis 2012, en nœud stratégique avec l'inauguration d'une voie ferrée adaptée aux standards chinois, malgré l'écartement différent hérité du modèle soviétique²⁵. Le complexe comprend aujourd'hui un port sec de 130 hectares, un parc logistique et industriel de 450 hectares, ainsi qu'un centre international de coopération frontalière. Ce dernier, accessible sans visa pendant 30 jours, favorise une circulation fluide des biens, des personnes et des transports, toutefois, les modalités d'accès révèlent une nette asymétrie : un visiteur chinois peut exporter chaque jour jusqu'à 8 000 yuans (environ 1 000 euros) de marchandises en franchise de droits, tandis qu'un citoyen kazakh n'en bénéficie qu'une fois par mois, et dans la limite de 500 euros et 25 kg. Cette disparité illustre un déséquilibre plus profond, visible dans le contraste entre les deux rives de Khorgos : tandis que la zone chinoise se distingue par sa densité urbaine, son aménagement soigné et sa sécurité renforcée, la partie kazakhe demeure largement inachevée, avec quelques bâtiments épars et sous-utilisés.

L'ensemble de ces éléments révèle une stratégie chinoise fondée sur une puissance de pénétration économique méthodique, discrète dans sa forme mais massive dans ses effets, s'appuyant tant sur les besoins infrastructurels des pays centraasiatiques que sur leur volonté d'émancipation des logiques héritées de l'ère soviétique.

... mais qui ne s'y réduit pas

Si l'on résume trop hâtivement la répartition des rôles entre puissances en Asie centrale à un « shérif » russe face à un « banquier » chinois, une telle grille de lecture, bien que suggestive, s'avère réductrice. L'influence de Pékin dans la région ne se limite pas au champ économique : elle s'étend également au domaine culturel, diplomatique et sécuritaire. En effet, comme le souligne Emmanuel Lincot, sinologue à l'IRIS : « *L'Asie centrale, pour Pékin, constitue à la fois un problème de sécurité et une nouvelle zone d'expansion économique et diplomatique* »²⁶.

²³ Asie centrale : jusqu'où va la Chine ? (2006), *Cairn*

²⁴ **World nuclear association**, 2023

²⁵ Les Nouvelles routes de la soie en Asie centrale dans la stratégie géoéconomique chinoise (2024), *Géoconfluences*

²⁶ Comment la Chine met à mal l'influence russe en Asie centrale (2023), *Le Figaro*

Sur le plan culturel, la Chine déploie une stratégie de soft power à travers, entre autres, son réseau d'instituts Confucius. C'est d'ailleurs à Samarcande, en Ouzbékistan, qu'est inauguré en 2004 le tout premier institut Confucius de l'histoire, un choix hautement symbolique pour une région historiquement tournée vers les échanges culturels. Depuis, la diffusion de la langue et de la culture chinoise s'est progressivement étendue, facilitée par la proximité linguistique de certains dirigeants : le président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev, sinophone confirmé, ayant longtemps exercé comme diplomate en Chine²⁷, incarne parfaitement cette affinité culturelle croissante.

La coopération sino-centrasienne est également manifeste dans le domaine sécuritaire, remettant en question l'idée d'un simple partage fonctionnel entre les deux grandes puissances. Pékin et les régimes de la région partagent en effet une même conception des menaces pesant sur leurs souverainetés respectives, que la Chine regroupe sous le triptyque des « trois fléaux »²⁸ : séparatisme, extrémisme et terrorisme. Ces préoccupations prennent une dimension particulière dans une région marquée par des minorités ethniques aux velléités parfois séparatistes, comme ce fut le cas dès les années 1990 avec les mouvements pour l'indépendance du Xinjiang sous l'appellation de « Turkestan oriental ». Dans cette optique, Pékin s'est rapproché des gouvernements centrasiatiques pour verrouiller tout soutien potentiel aux groupes ouïghours militants. Le président Tokaïev lui-même aurait ainsi transmis des informations sensibles à Pékin sur la diaspora ouïghoure présente sur le sol kazakh²⁹. Une autre source de préoccupation majeure pour la Chine réside dans la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, zone de transit potentiel pour les groupes djihadistes opérant dans la région³⁰. L'attentat du 22 mars 2024 contre le Crocus City Hall à Moscou, perpétré par des ressortissants tadjiks affiliés à l'État islamique au Khorassan (ISIS-K), en est une illustration tragique. Dans ce contexte, le Tadjikistan est devenu le principal réceptacle des dispositifs de sécurité chinois à l'étranger ; dans le corridor du Wakhan, à la jonction entre la Chine et l'Afghanistan, se trouvent deux bases de la Police armée du peuple chinois - les seules implantées hors du territoire national, selon la Carnegie Endowment. Plus largement, Pékin entretient une coopération sécuritaire active avec l'ensemble des États de la région : les premières manœuvres militaires bilatérales de l'Armée populaire de libération ont eu lieu avec le Kirghizistan dès 2002, et, depuis cette date, douze exercices conjoints ont été menés³¹. La Russie, à titre de comparaison, en a effectués 21.

Certes, Moscou conserve une nette avance en matière de transferts d'armements (six fois supérieurs à ceux de la Chine sur les trente dernières années), notamment en raison de la compatibilité des équipements soviétiques avec les arsenaux régionaux. Toutefois, une diversification des fournisseurs est en cours : depuis 2014, l'Ouzbékistan achète davantage d'armes à Pékin qu'à Moscou, tandis que le Turkménistan, plus autonome, se tourne désormais vers la Turquie.

Enfin, des acteurs non étatiques chinois, notamment des sociétés de sécurité privées, renforcent également cette présence, particulièrement au Kirghizistan, où elles ont été déployées après l'attentat contre l'ambassade de Chine en 2016³². Cette multiplication des formes de présence traduit une influence polymorphe, qui dépasse largement les seules logiques économiques.

²⁷ Le Kazakhstan, coincé entre l'ours russe et le dragon chinois (2023), *Le Devoir*

²⁸ Asie centrale : jusqu'où va la Chine ? (2006), *Cairn*

²⁹ [Отношения Китая с Узбекистаном](#), *China.org*

³⁰ Talking Up Terrorism in Central Asia (2018), *Wilson Center*

³¹ In Russia's Shadow: China's Rising Security Presence in Central Asia (2020), *Wilson Center*

³² Дружба за влияние. Как Россия и Китай уживаются в Центральной Азии (2024), *Carnegie Russia Eurasia Center*

Un condominium sino-russe ?

Plutôt que d'analyser l'évolution de l'Asie centrale comme le théâtre d'une rivalité entre Moscou et Pékin, il pourrait paraître plus pertinent d'y voir la formation progressive d'un condominium sino-russe, reposant non sur une répartition rigide des rôles, mais sur une convergence d'intérêts et une complémentarité fonctionnelle. Si les leviers d'influence diffèrent - coercition sécuritaire côté russe, ancrage économique et diplomatique côté chinois -, les objectifs demeurent largement partagés. Cette alliance de fait n'est ni un partage de sphères d'influence formalisé, ni une stratégie concertée à long terme, mais bien une codépendance tactique façonnée par les contraintes extérieures (isolationnisme occidental, instabilité afghane) et les intérêts communs (stabilité régionale, rejet de l'influence occidentale).

Lors du sommet Chine-Asie centrale de Xi'an, le président Xi Jinping réaffirmait l'importance de respecter la souveraineté, la sécurité et l'intégrité territoriale des États centrasiatiques, position qui s'aligne avec les intérêts russes. En sous-texte, il s'agit autant de rejeter toute velléité d'expansion unilatérale (y compris russe) que d'empêcher toute incursion occidentale dans la région. Pékin et Moscou s'accordent ainsi sur un refus de l'ordre international dominé par l'Occident, des révolutions de couleur, et de l'hégémonisme américain³³.

La Russie continue d'occuper une position dominante sur le plan symbolique et sécuritaire, héritée de son passé impérial et soviétique. Elle demeure l'interlocuteur naturel des élites militaires centrasiatiques, le garant d'une architecture sécuritaire régionale via l'OTSC, et le pourvoyeur principal d'armements. Mais cette prédominance est de plus en plus fragilisée par sa propre dépendance à l'égard de Pékin, dans un contexte où la guerre en Ukraine l'a contrainte à redéployer ses forces et à reconfigurer ses priorités. Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, la Russie a dû partiellement désengager ses troupes d'Asie centrale, laissant davantage d'espace à Pékin. Loin d'être perçu comme une menace, ce développement constituerait pour Moscou une opportunité de délégation partielle du fardeau sécuritaire, notamment sur les franges instables de la région. La stabilisation de la frontière Afghane et le maintien des régimes autoritaires en place sont autant de priorités partagées par les deux puissances³⁴. Ce glissement d'influence ne se fait pas contre Moscou, mais avec son assentiment implicite : plutôt Pékin que Washington, voilà le consensus silencieux au Kremlin.

De plus, l'ancrage chinois dans la région bénéficie indirectement à Moscou notamment en ce qui concerne le contournement des sanctions occidentales. Depuis 2022, les réexportations de produits chinois vers la Russie via l'Asie centrale ont explosé : +143 % d'exportations pour le Kirghizistan dont 68% des exportations vers la Russie seraient réexportés de Chine, +35 % d'exportations pour le Kazakhstan. Nous noterons malgré tout qu'une part plus ou moins importante de ces flux échappe aux statistiques officielles en raison de leur nature informelle ou clandestine, mais leur impact est tangible, notamment via des paiements en devises alternatives. À ce jour, 68 % des échanges globaux russes sont effectués en roubles ou en yuans, et 95 % des échanges russo-chinois le sont déjà dans ces deux monnaies - une dédollarisation de fait³⁵.

Le rôle énergétique de la Chine s'est également accru : Pékin est devenu en 2023 le premier consommateur de pétrole russe³⁶, une part croissante de ces flux transitant par l'Asie centrale, qui fait désormais office de hub logistique majeur dans cette réorientation géoéconomique.

³³ Asie centrale : jusqu'où va la Chine ? (2006), *Cairn*

³⁴ La Chine va-t-elle remplacer la Russie en Asie centrale ? (2023), *Asialyst*

³⁵ [Le rouble et le yuan représentent 95% des échanges commerciaux entre Moscou et Pékin](#) (2023), *FrenchPressTV*

³⁶ Russia overtakes Saudi Arabia as China's top oil supplier, *Aljazeera*

L'augmentation prévue de 40 % des livraisons énergétiques russes vers la Chine témoigne d'un basculement durable des interdépendances, renforcé par la proposition de Moscou d'intégrer, dès 2015, l'Union économique eurasiatique aux projets de la Nouvelle Route de la Soie³⁷.

Ainsi, la coopération sino-russe ne découlait pas d'une planification conjointe formelle, mais s'ancrerait dans une lecture partagée de l'ordre mondial et dans des synergies objectives. Les deux puissances cherchent à verrouiller l'Asie centrale au bénéfice d'un statu quo autoritaire, stable, et non-aligné sur l'Occident. Moscou ne verrait donc pas dans l'expansion chinoise une compétition frontale, mais plutôt une coprésence stabilisatrice, où les rôles se répartissent sans se superposer, et où les frictions potentielles sont diluées dans une complémentarité pragmatique. À terme, cette logique de condominium reste fragile : elle repose sur une coïncidence d'intérêts à court terme plus que sur une alliance formelle. Si un désaccord profond surgissait (sur l'Afghanistan, le découplage technologique, ou le leadership régional par exemple), cette convergence pourrait se fissurer.

L'Asie centrale au cœur du jeu d'autres puissances ?

Un rejet croissant du statut "d'arrière-cour"

L'une des évolutions notables dans les relations internationales centrasiatiques réside dans le refus croissant des États de la région de n'être perçus que comme des périphéries - de la Russie hier, de la Chine aujourd'hui. Cette dynamique se traduit par une affirmation politique et diplomatique de plus en plus multilatérale, où les élites centrasiatiques cherchent à diversifier leurs partenariats, à préserver leur autonomie stratégique, et à éviter toute dépendance unilatérale. Ce rejet concerne aussi bien Moscou que Pékin. Certes, la Russie conserve une forte emprise symbolique, linguistique et sécuritaire, mais sa guerre en Ukraine a révélé ses limites et ses faiblesses. Quant à la Chine, malgré son rôle économique croissant, elle suscite des résistances sociales, politiques et culturelles.

Au Kazakhstan, par exemple, l'hostilité populaire à l'égard des investissements chinois s'est renforcée. Si les autorités coopèrent avec Pékin dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie, elles imposent aussi des barrières juridiques et administratives à l'expansion chinoise. Le président Nazarbaïev, puis son successeur Tokaïev, ont régulièrement affirmé leur volonté de réduire la dépendance du pays à l'égard de la Chine. Ce scepticisme est partagé par une partie de la population et de la classe politique. Abzal Dostiyar, figure de l'opposition kazakhe, a dénoncé une relation inégalitaire : « *Le projet des Routes de la Soie n'a été bénéfique que pour les Chinois. Nous accumulons les dettes, et ils rapatrient les profits.* »

Derrière les chiffres officiels rassurants (2 % du PIB en dette chinoise), des estimations indépendantes, comme celles du think tank américain AidData, évoquent un endettement réel supérieur à 10 %, comparable à celui de pays comme le Laos ou la RDC. Pékin applique ici le « modèle angolais » : en cas d'incapacité de remboursement, la dette est compensée par l'accès aux ressources naturelles (gaz, pétrole, uranium).

³⁷ L'Asie centrale, une région si convoitée (2021), **IFRI**

Une logique qui suscite défiance et opposition dans la société kazakhe, comme en témoignent les 156 manifestations anti-chinoises entre 2018 et 2023.³⁸

Au Kirghizistan, la situation est similaire : la Chine détient près de 40 % de la dette nationale, et le sentiment sinophobe y est palpable³⁹. En août 2019, une mine gérée par une compagnie chinoise a été attaquée par 500 villageois, faisant plusieurs blessés. D'autres mobilisations ont réclamé un moratoire sur la délivrance de passeports aux citoyens chinois, un contrôle plus strict des investissements et une remise en question des quotas de main-d'œuvre chinoise. Sur le plan culturel aussi, des tensions émergent, comme en témoigne la désapprobation croissante envers les mariages mixtes sino-kirghizes.

Face à ces pressions internes et à la rivalité sino-russe, les États centrasiatiques optent de plus en plus pour une diplomatie d'équilibre. Le Kazakhstan mène une politique extérieure pragmatique et multivectorielle, cherchant à maintenir des relations avec Pékin et Moscou, tout en renforçant ses liens avec d'autres acteurs : les États-Unis (renouvellement en 2021 d'un accord de coopération militaire), l'Union européenne, la Turquie, ou encore des pays du Golfe.

La décision d'abandonner l'alphabet cyrillique au profit de l'alphabet latin, amorcée dès 2017, est un autre symbole de cette volonté d'autonomisation vis-à-vis de Moscou⁴⁰. Bien que ce processus tarde à se concrétiser, il incarne une rupture culturelle assumée, perçue par le Kremlin comme une mise à distance politique.

En somme, loin d'être des satellites passifs, les États d'Asie centrale cherchent à sortir d'une logique de domination bilatérale, que ce soit russe ou chinoise. Leur trajectoire actuelle témoigne d'une volonté de s'émanciper des tutelles historiques pour devenir des acteurs régionaux à part entière, capables de jouer sur plusieurs tableaux, au service de leur propre développement.

Des influences étrangères concurrentes

L'Asie centrale, au croisement des civilisations et des ambitions, attire bien au-delà du seul duo sino-russe. « *N'oublions pas non plus les puissances régionales ainsi que les groupuscules terroristes qui démultiplient dans la région leurs centres d'intérêt et revendiquent chaque année un rôle plus grand encore* »⁴¹, rappelait avec acuité un expert de la zone. Dans ce théâtre géopolitique complexe, l'Iran, le Qatar, la Turquie ou encore des réseaux liés à Daech et Al-Qaïda participent à faire de l'Asie centrale tantôt un laboratoire diplomatique, tantôt un terrain de radicalité. À la croisée des routes idéologiques, religieuses et économiques, cette région apparaît alors comme le révélateur d'un Grand Jeu nouveau, où s'affrontent logiques d'influence et aspirations souverainistes.

La Turquie en est sans doute le plus visible des nouveaux prétendants : forte d'une proximité linguistique - tous les pays de la région, à l'exception du Tadjikistan, sont turcophones - et religieuse - l'islam sunnite hanéfite -, Ankara mobilise un arsenal de soft power structuré. En 2009, elle crée le Conseil turcique, que rejoignent successivement le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan, bientôt suivis du Turkménistan en tant qu'observateur.

³⁸ [Le grand écart du Kazakhstan, coincé entre l'ours russe et le dragon chinois](#) (2023), **RFI**

³⁹ [Sinophobia simmers across Central Asia](#) (2019), **Asian Times**

⁴⁰ [Le Kazakhstan opère un rapprochement stratégique avec la Turquie](#) (2022), **Le Monde**

⁴¹ [Comment la Chine met à mal l'influence russe en Asie centrale](#) (2023), **Le Figaro**

Rebaptisée en 2021 Organisation des États turciques, cette structure vise à cristalliser une solidarité identitaire et géopolitique autour de la Turquie⁴². Mais cette ambition s'appuie aussi sur des leviers concrets : Ankara investit dans des infrastructures (routes, ports, bâtiments officiels) et se positionne comme un fournisseur d'armement de second rang, derrière la Russie et la Chine. La Grande Mosquée de Bichkek, inaugurée en 2018, témoigne de cette stratégie d'ancrage symbolique, tout comme les grands chantiers confiés à des entreprises turques, d'Astana à Achkhabad, en passant par la modernisation du port de Türkmenbaşy sur la Caspienne ou le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan - surnommé le « contrat du siècle »⁴³.

L'Iran, quant à lui, avance avec plus de discréetion, mais non sans ambition. De confession chiite, il peine toutefois à créer des synergies idéologiques avec une région majoritairement sunnite. Son adhésion pleine à l'Organisation de coopération de Shanghai en 2021 illustre néanmoins sa volonté de se réintégrer dans les grands réseaux eurasiatiques⁴⁴. Malgré les tensions religieuses et géopolitiques, l'Iran parvient à relancer ses importations de gaz depuis le Turkménistan, gelées depuis 2017 pour cause d'impayés, afin de desservir ses provinces du nord, montrant un pragmatisme énergétique certain. En toile de fond, l'accord sino-iranien signé en 2004 pour 70 milliards de dollars sur trois décennies, incluant l'acheminement d'hydrocarbures via l'Asie centrale, atteste que cette dernière n'est pas seulement un partenaire, mais un maillon indispensable dans l'architecture énergétique régionale⁴⁵.

Mais cette montée en puissance des puissances régionales s'accompagne aussi d'un recentrage stratégique des États centrasiatiques vers d'autres horizons, soucieux de rompre une dépendance exclusive à la Russie et à la Chine.

L'Union européenne et la France : une alternative crédible ?

À mesure que Moscou s'enlise dans la guerre en Ukraine et que Pékin suscite méfiances et surdépendance, une brèche s'ouvre pour l'Europe. L'Union européenne, tout comme la France, tente d'y inscrire une présence à la fois stratégique et durable, fondée sur la norme, l'expertise et la stabilité.

Paris, d'abord. Les visites récentes d'Emmanuel Macron au Kazakhstan et en Ouzbékistan ne sont pas de simples gestes protocolaires : elles scellent une vision stratégique. De fait, en 2018, la signature d'accords avec des géants français comme Total, Orano, Vinci, Suez, Airbus, Bouygues ou Thales, pour un montant estimé à 5 milliards d'euros⁴⁶, marque une volonté de structurer une présence économique pérenne, même si certains de ces accords restent encore à l'état de mémorandum. Ce dynamisme s'appuie sur des ressources précises : l'Ouzbékistan, par exemple, est le cinquième producteur mondial d'uranium, et constitue un partenaire-clé pour l'industrie nucléaire française.

Plus globalement, l'Union européenne s'impose comme le premier partenaire commercial du Kazakhstan, dépassant même la Chine et la Russie. Ce positionnement repose sur une diplomatie normative : Bruxelles peut faire valoir son savoir-faire réglementaire et environnemental, atouts recherchés par des États centrasiatiques désireux d'attirer des investissements sans subir d'hégémonie politique.

⁴² Le renforcement de l'influence de la Turquie en Asie centrale (2024), *Mondafrigue*

⁴³ Le grand écart du Kazakhstan, coincé entre l'ours russe et le dragon chinois (2023), *RFI*

⁴⁴ Les Nouvelles routes de la soie en Asie centrale dans la stratégie géoéconomique chinoise (2024), *Géoconfluences*

⁴⁵ Asie centrale : jusqu'où va la Chine ? (2006), *Cairn*

⁴⁶ L'Ouzbékistan et la France renforcent leur coopération, (2022), *Les Echos*

Depuis 2018, les Réunions consultatives des chefs d'État d'Asie centrale témoignent d'un désir croissant d'autonomisation par rapport aux puissances dominantes.

Mais l'UE n'en reste pas là : à travers le programme Global Gateway, elle propose une alternative aux Nouvelles routes de la soie chinoises. Elle cible des projets prioritaires - connectivité numérique, transition énergétique, santé, éducation, transport - là où la Chine privilégie les infrastructures lourdes. Cependant, cette ambition reste freinée par un volume d'investissement inférieur : la Chine, rien qu'en 2022, s'est engagée à hauteur d'un milliard de dollars supplémentaires dans la région.

Malgré tout, l'UE représente aujourd'hui plus de 42 % de l'investissement direct étranger en Asie centrale⁴⁷. Si ces flux se concentrent majoritairement sur l'extraction minière, pétrole et gaz en tête, leur diversification progressive pourrait constituer le socle d'un partenariat plus équilibré, moins dépendant des logiques extractivistes.

En définitive, face à la multiplication des acteurs - anciens impérialismes, nouvelles puissances régionales, et coalitions multilatérales émergentes -, l'Europe et la France ont une carte à jouer. Encore faut-il qu'elles transforment leurs velléités d'influence en stratégie à long terme, et qu'elles sachent faire de la stabilité, de l'ouverture normative et de la coopération technologique un véritable levier de rayonnement dans cette Asie centrale en quête d'autonomie.

Loin d'une zone tampon figée entre grandes puissances, l'Asie centrale se révèle aujourd'hui comme un espace stratégique en recomposition, où se superposent les héritages impériaux, les logiques d'interdépendance régionale et les ambitions globales. Si la Russie et la Chine y tiennent des positions dominantes, leur présence ne se traduit ni par une rivalité ouverte, ni par une alliance fusionnelle. En effet, plutôt que d'un partage formel des rôles, il s'agit d'un arrangement implicite, où chacun respecte les lignes rouges de l'autre tout en explorant des marges d'influence nouvelles. Ce jeu d'équilibres mouvants laisse peu de place à une lecture binaire ou à une division du travail figée. La Russie ne se limite plus à la sécurité, pas plus que la Chine ne s'enferme dans l'économie : les deux adaptent leur posture au gré des conjonctures, des attentes locales et des rapports de force globaux. Autour de ce duopole non exclusif gravitent par ailleurs des puissances intermédiaires qui cherchent à convertir affinités culturelles ou proximités religieuses en leviers d'influence. L'Europe, quant à elle, tente d'incarner une voie alternative, crédible mais encore hésitante, tiraillée entre ambitions normatives et moyens limités.

Mais le véritable centre de gravité de cette recomposition est peut-être ailleurs : dans la capacité des États centrasiatiques à refuser la vassalisation, à arbitrer entre les offres, à valoriser leur position géographique comme ressource diplomatique. Ils tentent de construire une diplomatie de l'équilibre, sélective et parfois opportuniste, qui leur permette de maximiser les bénéfices sans renoncer à leur autonomie, en cela ce n'est pas tant une émancipation brutale qu'un art du dosage, un travail patient de repositionnement dans un monde multipolaire.

Ainsi, l'Asie centrale apparaît moins comme un champ de compétition que comme un révélateur des mutations de l'ordre international, où ni hégémonie, ni alignement ne font plus recette, et où le jeu subtil des interdépendances devient la matrice d'un nouveau pragmatisme stratégique.

⁴⁷ Comment tirer parti des Nouvelles routes de la Soie et de l'initiative Global Gateway (2024), *Novastan*